

<b>Zeitschrift:</b>	Revue Militaire Suisse
<b>Herausgeber:</b>	Association de la Revue Militaire Suisse
<b>Band:</b>	146 (2001)
<b>Heft:</b>	3
<b>Artikel:</b>	Le retour de l'hiver nucléaire : la Russie se donne le droit de frapper en premier avec ses armes atomiques
<b>Autor:</b>	Curtenaz, S.
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-346120">https://doi.org/10.5169/seals-346120</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Le retour de l'hiver nucléaire

# La Russie se donne le droit de frapper en premier avec ses armes atomiques

Le Centre Marshall de Garmisch est une institution américano-allemande. Il s'efforce de diffuser les idées démocratiques en assurant la formation des élites dirigeantes des pays de l'Est. Il publie depuis peu *The Marshall Center Papers*<sup>1</sup>. Membre de l'Académie des sciences, et député à la Douma depuis 1994, A. Arbatov possède une connaissance approfondie du système militaire russe. Son analyse des récents documents-clés de la politique de sécurité russe porte un regard très critique sur la politique des Occidentaux à l'égard de la Russie, mais aussi sur les conséquences de la guerre de Tchétchénie.

Cet article, rédigé durant les dernières semaines de décembre 2000, a été transmis au rédacteur en chef de la *RMS* au début janvier 2001. Les lecteurs attentifs de la presse internationale se seront rendus compte que, depuis le 3 janvier, une violente guerre des communiqués oppose les Etats-Unis à la Russie. Cette dernière a vivement réagi aux allégations du *Washington Times* qui, se fondant sur des sources déclarées officielles, a annoncé le déploiement par Moscou de missiles tactiques à capacité nucléaire *Tochka* dans l'enclave de Kaliningrad. Les pays baltes et la Pologne, ainsi que la Suède, tous directement concernés, ont accepté les dénégations russes. Une attaque contre Kaliningrad était l'un des scénarios des manœuvres «ZAPAD 99».

■ **Lt-col EMG S. Curtenaz**

Nos lecteurs savent que depuis le fameux exercice «ZAPAD 99», la doctrine russe a pris un tournant qui ne manque pas d'inquiéter. Considérant l'état actuel de ses forces armées, ainsi que l'évolution des relations internationales marquées par la montée en puissance des Etats-Unis et de l'Alliance atlantique, la Russie se réserve désormais le droit de frapper en premier tout agresseur avec des moyens nucléaires tactiques et stratégiques.

Cet état de fait ne résulte pas seulement d'une analyse très pessimiste de la situation, mais exprime les profondes blessures d'une Russie atteinte dans sa fierté de grande puis-

sance. Arbatov, qui s'en fait largement l'écho tout au long de son texte, pose pour postulat que l'opération militaire des Alliés contre la Serbie a durablement anéanti tous les efforts de paix entre la Russie et le monde occidental. Selon lui, la manière cavalière de traiter les institutions internationales a de plus permis aux dirigeants russes de justifier tous les dérapages en Tchétchénie, freinant du même coup le processus démocratique en Russie.

## Les documents-clés de la doctrine russe<sup>2</sup>

L'adoption de la nouvelle doctrine militaire, en avril 2000, a été précédée par celle du «Concept de sécurité nationale» par décret présidentiel,

<sup>1</sup> Alexei G.: «The Transformation of Russian Military Doctrine: Lessons Learned from Kosovo and Chechnya». George C. Marshall European Center for Security Studies, Garmisch-Partenkirchen. The Marshall Center Papers, N 2, 2000. 48 pp. (<http://www.marshallcenter.org>; e-mail: [mcpapers@marshallcenter.org](mailto:mcpapers@marshallcenter.org)). L'étude présente également, en anglais, des extraits significatifs de la doctrine militaire et du concept de sécurité adoptés au printemps 2000.

<sup>2</sup> A ce sujet, deux textes intéressants, dans des publications «marginales», mais significatives: Møller, Karsten: «Russian Security Policy. In Search of a Major Power Identity», Baltic Defence Review, N 3, 2000. Bakshi, Jyotsna: «Russia's National Security Concepts and Military Doctrines; Continuity and Change. Strategic Analysis», The Institute for Defence Studies and Analyses. N 7, Vol. XXIV, October 2000.

en janvier de la même année. Ces deux documents ne sont pas apparus soudainement, mais ont connu diverses versions, souvent publiées dans des journaux militaires. Ils font suite à la doctrine adoptée en 1993, ainsi qu'au concept de 1997. Si les précédents documents portaient la marque du réchauffement des relations entre l'Est et l'Ouest, ainsi que des efforts des uns et des autres pour établir un régime de transparence et de confiance via les Nations unies, l'OSCE et le Partenariat pour la paix (PPP) de l'OTAN<sup>3</sup>, les documents adoptés l'an passé marquent un net raffermissement de la politique de sécurité militaire russe.

## 1. Le concept de sécurité

*«Russia is one of the world's powers, with centuries of history and rich cultural traditions. (...) Russia continues to play an important role in global processes by virtue of its great economic, scientific, technological and military potential and its unique strategic location on the Eurasian continent.*

*(...) a number of states are stepping up efforts to weaken Russia politically, economically, militarily and in other ways. Attempts to ignore Russia's interests when solving major issues of international relations, including conflict situations, are capable of undermining international security and stability (...).*

*Terrorism is transnational by nature and poses a threat to world stability.»*

Ces extraits du concept de sécurité éclairent les principales orientations stratégiques de la Russie. Considérant l'évolution actuelle du monde et des relations internationales, Moscou est préoccupée par la tendance à «l'unipolarisation» de la planète et à la domination qu'y exercent les Etats-Unis. Consciente de ses faiblesses actuelles, la Russie entend certes les corriger au plus vite mais sans perdre, dans l'intervalle, son rang de grande puissance. D'où la préoccupation très clairement exprimée à l'encontre de tout ce qui peut menacer cette puissance: la fuite des cerveaux, les tendances séparatistes, la guerre de l'information (qui se joue à cet échelon par l'exclusion de la Russie de la sphère des technologies modernes de l'information), la menace militaire que fait peser l'OTAN, l'espionnage contre la Russie, les problèmes environnementaux et le terrorisme. A ce sujet, le concept précise que le «terrorisme international mène une campagne ouverte contre la Russie, dans le but de la déstabiliser.»

Le risque de voir la Russie tenue à l'écart des développements de la technologie militaire, qui la mettraient en position défavorable dès que ces nouveaux armements seront en mesure de transformer la natu-

re de la guerre, est très sérieusement pris en compte. Moscou craint de ne pas être à même d'assumer une nouvelle course aux armements.

Par conséquent, la Russie doit conserver son autonomie, préserver son intégrité territoriale, renforcer ses autorités, préserver sa société, augmenter sa capacité militaire, lutter contre la subversion et traiter d'égal à égal avec les nations dirigeantes du monde. Les moyens pour y parvenir sont, notamment, une activité diplomatique accrue, le recours systématique aux organisations internationales et le resserrement des liens avec les Etats membres de la Fédération, la promotion de la langue russe comme ciment de l'ensemble et langage de communication au sein de la Communauté des Etats Indépendants, sans oublier l'importance reconnue du renseignement et du contre-espionnage. Ce dernier moyen est ainsi formulé: «*The use of intelligence and counterintelligence resources for the timely discovery of threats and identification of their sources is of particular importance when ensuring the national security of the Russian Federation.»*

## 2. La doctrine militaire

*«The possibility of achieving military-political goals through indirect, non-close-quarter operations predetermines the particular danger of modern wars*

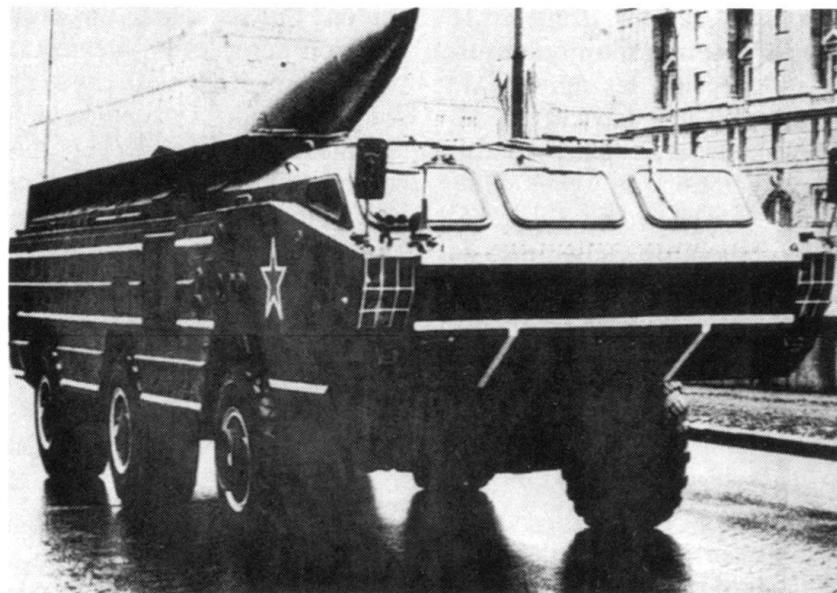
<sup>3</sup> La Russie est membre du PPP, et bénéficie d'un forum particulier, sous l'égide du «Founding Act on Mutual Relations, Cooperation and Security between the Russian Federation and the North Atlantic Treaty Organization», du 14/16 mai 1997. Inclus dans cet accord, la création d'un «NATO-Russia Permanent Joint Council». Durant la même période, la Russie accédait au G7 qui devenait ainsi le G8.

*and armed conflicts for peoples and states and for preserving international stability and peace, and makes it vitally necessary to take exhaustive measures to prevent them and to achieve a peaceful settlement of differences at early stages of their emergence and development (...).*

*The Russian Federation reserves the right to use nuclear weapons in response to the use of nuclear and other types of weapons of mass destruction against it and (or) its allies, as well as in response to large-scale aggression utilizing conventional weapons (...).*

*The Russian Federation Armed Forces and other troops can also be used for protection against unconstitutional actions or illegal armed violence threatening the integrity and inviolability of Russian Federation territory (...).»*

S'ils reconnaissent la baisse du risque d'une guerre conventionnelle d'envergure, les auteurs de la doctrine militaire se montrent particulièrement préoccupés par la montée en puissance de pouvoirs locaux, l'augmentation du nombre de conflits régionaux, la prolifération d'armes de destruction massive. S'y ajoutent la tendance à contourner les organisations internationales, le recours systématique à la force, la violation des traités... autant de pointes à l'encontre des Etats-Unis! Le terrorisme, mais aussi l'extrémisme, séparatiste



SS-21.

ou religieux, sont aussi mentionnés dans le texte.

Les menaces de nature interne sont décrites avec un soin tout particulier, ainsi que les moyens de les contrer en engageant les forces militaires, non seulement de la Russie, mais également des membres de la Fédération. Ce chapitre porte la marque des événements de ces dix dernières années: renversement du pouvoir, création d'armées parallèles, crime organisé.

Les conséquences de cette analyse sont le maintien d'une importante force de dissuasion nucléaire, le resserrement des liens militaires avec les autres membres de la Fédération, le recours à une activité diplomatique intense dans le domaine du contrôle des armements. Les forces armées doivent pou-

voir être utilisées de manière indépendante ou «joint<sup>4</sup>», dans des conflits internationaux d'envergure, des conflits locaux, des guerres internes ou des opérations de maintien de la paix, si nécessaire de manière préventive. A cet effet, la doctrine précise que le déploiement hors du territoire de la Fédération de troupes ou/et d'installations militaires est possible, afin de d'instaurer et/ou de contribuer à la stabilité, de prévenir les menaces extérieures contre la Russie et ses alliés...

## La réalité des faits

A. Arbatov apporte des bémols aux termes de la doctrine. Les restrictions budgétaires actuelles, ainsi que la situation critique aux frontières de la Russie<sup>5</sup> la contraignent à marquer d'abord un effort principal

<sup>4</sup> Le terme «joint» désigne un état-major ou une force combinant les éléments terrestres, aériens et maritimes.

<sup>5</sup> La lecture du chapitre «The Crescent of Crisis» de l'ouvrage signé A. Duncan et M. Opatowski: Trouble Spots; The World Atlas of Strategic Information (Sutton Publishing, 2000), est très révélatrice à ce sujet.

dans son secteur d'intérêt le plus proche. Ce n'est qu'ensuite qu'elle aura les moyens de développer une capacité de défense suffisante pour contrer une opération de type « Balkans ». La guerre en Tchétchénie immobilise tellement de ressources<sup>6</sup> qu'elle doit être terminée au plus tôt. Elle est considérée en Russie comme un affaire strictement interne, mais l'auteur exprime ses craintes quant aux conséquences de l'engagement, maintenant légalisé, de forces militaires dans le rétablissement de l'ordre dans cette partie du Caucase.

N'ouvre-t-il pas la voie à toutes les dérives dictatoriales ? En effet, il n'y pas qu'en matière de maintien de l'ordre que les dirigeants russes ont tiré, à leur manière, les enseignements de la guerre du Kosovo. Le recours à la force brute sera vraisemblablement, pour la Russie, la solution choisie pour résoudre les problèmes auxquelles elle est confrontée. Les négociations pourraient être bien réduites à un écran couvrant les opérations militaires, les aspects légaux étant relégués au second rang. De plus, si les intérêts de la Russie l'exigent, l'opinion des Occidentaux, qu'elle soit publique ou officielle, ne sera pas écoutée, mais combattue.

L'auteur s'interroge aussi sur les options possibles pour mettre sur pied les forces et les moyens requis par la doctrine. D'abord, une augmentation inévitable du budget militaire, car il n'y a sur cette planète

qu'en Suisse que l'on croit pouvoir gérer les problèmes de sécurité du XXI<sup>e</sup> siècle avec un budget réduit ! Ce budget doit permettre le maintien de plus d'un million d'hommes sous les drapeaux. La structure des forces dépendra, quant à elle, du nombre de missiles nucléaires stratégiques que la Russie entend conserver et moderniser dans les dix prochaines années.

La doctrine prend en effet en compte trois orientations pour le futur : outil nucléaire de dissuasion, forces destinées aux opérations de contre-insurrection et de maintien de l'ordre aux frontières, forces conventionnelles pour contrer une attaque de type « Balkans » :

■ **La première option**, avec 1500 têtes nucléaires, permet de faire effort principal sur la gestion des conflits de basse intensité et la mise sur pied d'une force de défense minimale.

■ **La deuxième option**, maintien d'une force nucléaire au niveau du document cadre START-III, soit un maximum de 2500 têtes nucléaires, engloutirait toutes les ressources militaires de la Russie.

■ **La troisième option** prend en compte une réduction d'un tiers des effectifs, l'augmentation du nombre de têtes nucléaires à 3000, pour une force semblable à celle prévue dans la première option.

■ **La quatrième option** prévoit 2000 têtes nucléaires et des forces suffisantes mais non redondantes pour affronter les

deux cas d'opérations militaires.

■ **La cinquième option**, qui prévoit des forces militaires importantes, devient possible avec l'adoption du traité START-III abaissé à 1500 têtes nucléaires.

L'auteur penche pour les trois dernières options, sans toutefois se prononcer pour l'une ou l'autre. Dans tous les cas, il faut compter de dix à quinze ans pour voir ces changements prendre corps. Cette période correspond à l'appréciation de la menace par la Russie. Moscou estimerait en effet, toujours selon l'auteur, que la Fédération ne sera pas l'objet d'une attaque, de la part de la Chine, du Japon ou de l'OTAN avant au moins dix ans.

## Rétablissement les relations avec l'Ouest

C'est la raison pour laquelle la Russie porte un grand intérêt au rétablissement de ses relations avec l'Ouest. De nombreux signaux ont déjà été donnés, notamment avec la ratification des accords START-II. Le rétablissement des relations dépendra, bien sûr, de celui des relations de confiance. Le nombre de candidats élevés à l'adhésion à l'OTAN, ainsi que le soutien différencié que leur apportent les membres européens de l'Alliance et les Etats-Unis mettront une pression certaine sur les relations internationales dans les années à venir.

Parmi les mesures que propose l'auteur, il y a l'arrêt des

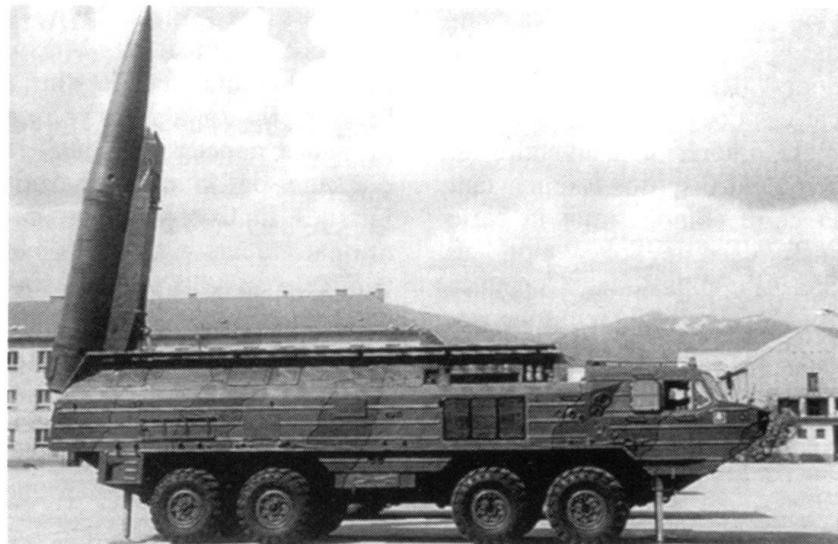
<sup>6</sup> L'auteur donne le chiffre de 50 milliards de roubles par an, soit environ 2,7 milliards de nos francs.

critiques internationales à l'encontre de son pays dans le cas de l'affaire tchétchène, la ratification par les Etats-Unis des traités START-II et III, ou encore une meilleure intégration de la Russie dans le processus de décision de l'Alliance atlantique. Moscou souhaite être mis sur un pied d'égalité avec les membres de l'Alliance. L'auteur, dans ses conclusions, se fait l'avocat d'une intégration plus poussée de la Russie avec le monde occidental.

A. Arbatov ne souffle malheureusement pas mot de l'intensification des relations de Moscou avec Pékin, ni du dynamisme des ventes d'armes et du transfert de technologie vers la Chine. Ce réchauffement, qui a commencé dans les années 90, a pris un essor nouveau depuis la guerre du Kosovo<sup>7</sup>.

## Le réchauffement des relations russo-chinoises

Pragmatisme, tel est le maître mot qui définit la politique russe en Asie. Même après avoir officiellement refroidi les relations avec le Japon, en signifiant très clairement qu'il n'était pas près de négocier sur la question des Kouriles, le président Putin n'en mènerait pas moins une politique d'ouverture en direction de Tokyo. D'une part, le



Système de missiles SS-23 OKA.

Japon investit largement dans des programmes environnementaux et représente un partenaire économique de choix. De l'autre, à long terme, le Japon peut représenter une balancier à l'influence grandissante de la Chine.

La Russie et la Chine ont très sérieusement resserré leurs liens<sup>8</sup>, ce qui n'est pas sans susciter quelques réactions de la part de l'Inde. Celle-ci est, en effet, le deuxième plus important acheteur d'armes en provenance de la Fédération de Russie. Elle est aussi en conflit avec le Pakistan, pays qui reçoit une aide ouverte de la Chine. Or, quand cette dernière se voit offrir l'accès à des armes de technologie avancée, ou qu'elle est en mesure de proposer à la Russie de produire en

commun le chasseur furtif que les ingénieurs russes ont mis au point, on comprend que, vu de New Delhi, ce soit l'équilibre de l'Asie qui se trouve d'un coup mis en question<sup>9</sup>.

Les relations de la Chine et de la Russie semblent se développer selon le principe d'une égalité. La Chine, en l'état actuel, ne représente pas une menace pour la Russie, mais bien un marché qui ne saurait être négligé. Les commandes passées avant la chute du régime communiste en Russie ont été soigneusement honorées par les régimes suivants... En 2000, les visites de dirigeants haut placés se sont succédées, tant en Chine qu'en Russie.

Froid à l'Ouest, ouverture à l'Est! La création d'un bloc

<sup>7</sup> Par ailleurs, la Chine aurait soutenu massivement le régime Milosevic, en échange notamment, semble-t-il, d'un «portail d'immigration» qui a vu augmenter la masse d'immigrants chinois en Europe depuis la fin du conflit.

<sup>8</sup> Galeotti, Mark: «Putin looks to Orient», Jane's Intelligence Review, N 12, Vol 12, December 2000.

<sup>9</sup> Bakshi, Jyotsna: «Russia-China Military-Technical Cooperation; Implications for India. Strategic Analysis», The Institute for Defence Studies and Analyses. N 4, Vol. XXIV, July 2000.

sino-russe, partageant des standards communs est-elle en cours ? Rien n'est impossible, car ces deux États ont actuellement intérêt à s'entendre et semblent disposés à jouer, tant la carte chinoise que la carte russe dans le poker mondial. Sans l'appui de la Chine, la Russie aurait-elle pu menacer les Etats-Unis de « riposte asymétrique », dans le cas d'un retrait américain du traité ABM de 1972 ?

Mais la Russie ne devrait pas laisser ses relations avec l'Ouest se détériorer. D'une part parce que, fondamentalement, la Russie est plus occidentale que les Russes veulent bien le reconnaître. D'autre part, parce que le président Putin semble avoir une approche très pragmatique de la politique. Enfin parce qu'en discutant avec des Russes, ressort un élément tout droit surgi des siècles précédents : ceux-ci considèrent leur pays comme le dernier rempart contre l'Islam, d'où aussi leur mécontentement pour le manque d'intérêt qui leur est porté, en tant que chrétiens.

La Douma a voté tous les accords de réduction des armements et a proposé de réduire encore son potentiel nucléaire. Les Américains n'ont pas suivi et violent, avec leur projet de défense anti-missile, le cœur même des accords START. Conscient que les Etats-Unis regardent moins vers la Russie

que vers les « États voyous » que sont la Corée du Nord ou l'Iran, il semblerait, de source sûre, que la Russie soit prête à faire des concessions dans le domaine de la défense anti-missiles. La Corée du Nord aurait par ailleurs déjà fait l'objet de pressions de la part de Moscou, qui est favorable à la réunification des deux Corées.

La nouvelle doctrine militaire russe et le concept de sécurité ont l'avantage de donner une vision claire de ce que sera très vraisemblablement la politique russe dans les dix prochaines années : rétablissement de la Russie au rang de puissance, financé par une relance économique basée sur les ventes d'armement. Même s'il y a lieu de nuancer l'appréhension actuelle d'un monde unipolaire par les dirigeants russes, on peut s'attendre à une politique visant à renforcer les liens avec l'Ouest, tout en maintenant la porte vers l'Asie largement ouverte, afin de permettre la mise en place de ce monde multipolaire dominé par un groupe de puissances économiques, nucléaires et « historiques », un but stratégique que les Russes ont fixé.

A ce dynamisme extérieur fait écho un resserrement des liens à l'intérieur, par la diffusion de la langue russe et le contrôle de l'information. Le concept de sécurité précise notamment : « *There must be a state policy to maintain the po-*

*pulation's spiritual and moral welfare, prohibit the use of air-time to promote violence or base instincts, and counter the adverse impact of foreign religious organizations and missionaries. »*

De fait, même si elle n'en pas encore les moyens financiers ou militaires, la Russie mène avec beaucoup d'à-propos une politique de grande puissance. Par sa seule masse son ombre plane sur l'entier de l'Europe occidentale<sup>10</sup> où elle a un rôle à y jouer. Elle a en tout cas clairement fait savoir qu'elle n'entendait pas en être tenue à l'écart.

L'Europe et le monde, en sont bien revenus aux subtils jeux d'équilibre qui ont caractérisé l'histoire diplomatique au cours des siècles. Nous avons connu, durant la décennie qui a suivi la fin de la guerre froide, une explosion de conflits locaux et régionaux et deux guerres d'envergure engageant les forces du monde occidental. Les outils et les doctrine développés durant la guerre froide ne sont plus aptes à nous protéger dans ce monde nouveau. En Suisse, la campagne d'« agit-prop » dirigée contre la nécessaire réforme de la loi militaire tend à démontrer que ce fait échappe encore à trop de nos concitoyens.

S. Cz.

<sup>10</sup> Dont par ailleurs la dépendance au gaz naturel dont la Russie est le principal exportateur va croissant !